



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
semaine du 15 au 22 octobre 2026

English summary

Southern Africa

- *Malawi and Zambia are among the first eight countries to sign mining-sector strategic agreements ("compacts") with the World Bank, which aims to mobilise USD 19 billion in metals and minerals investment between 2026 and 2030.*
- *Richemont and Signet Jewelers could join the Global Diamond Consortium (GDC), the preferred bidder for Anglo American's 85 % stake in De Beers, while Botswana is negotiating to raise its stake from 15% to around 25%.*

South Africa

- *The government will phase out support for new semi-knocked-down (SKD) vehicle assembly operations, limited to the final assembly of largely pre-assembled vehicles, to encourage deeper local manufacturing.*
- *Transnet Engineering signed a ZAR 6.6 billion long-term support agreement with US-based Wabtec to improve the performance of its diesel locomotive fleet.*
- *Quantum Leap Energy and the South African Nuclear Energy Corporation (Necsa) agreed to develop a high-assay low-enriched uranium (HALEU) enrichment facility at Pelindaba.*

Botswana

- *The Botswana Stock Exchange (BSE) will host a regional tranche of up to USD 500 million of the Dangote Petroleum Refinery share offering.*

Malawi

- *The trade deficit widened by 18.5% year-on-year to USD 789 million in the first quarter of 2026.*

Namibia

- *France became Namibia's leading export market in August, driven by uranium shipments.*
- *The Chamber of Mines now expects the mining sector to contract by 6.2% in 2026 amid the diamond slump.*

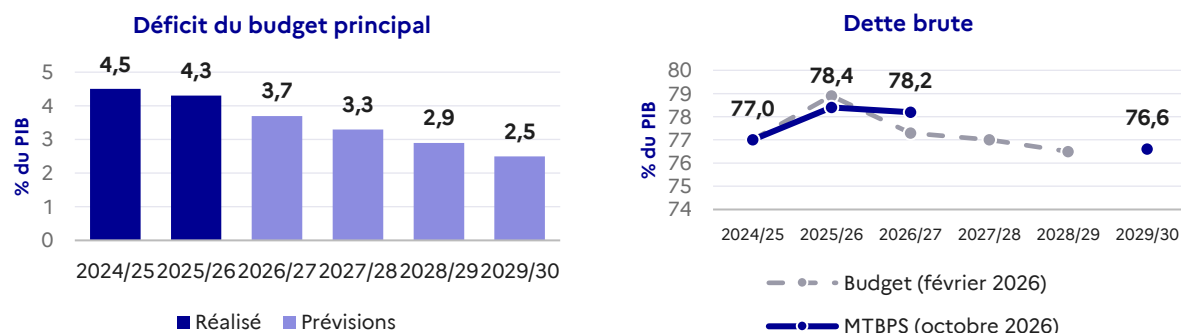
Zambia

- *From 2027, part of China's purchases of Zambian copper will be settled in renminbi.*

FOCUS – Budget de mi-parcours en Afrique du Sud : la hausse inattendue des recettes finance de nouvelles dépenses plutôt qu’une accélération de la réduction du déficit

Le 21 octobre, le ministre des Finances Enoch Godongwana a présenté le budget de mi-parcours 2026/27 (Medium-Term Budget Policy Statement, MTBPS), qui actualise chaque automne le budget adopté en février. La trajectoire de déficit est inchangée : le déficit du budget principal passerait de 4,3 % du produit intérieur brut (PIB) en 2025/26 à 3,7 % en 2026/27, puis à 2,5 % en 2029/30. La dette brute culminerait à 78,4 % du PIB en 2025/26, en deçà du pic de 78,9 % anticipé en février, et reculerait progressivement à 76,6 % en 2029/30. Le Trésor estime ainsi que le pays a franchi un « tournant budgétaire », malgré le choc pétrolier lié au conflit au Moyen-Orient.

Finances publiques sud-africaines



Source : National Treasury (Budget Review et MTBPS 2026)

Ce statu quo apparent masque une hausse des recettes du budget principal, de 54 Md ZAR (0,7 % du PIB) en 2026/27 par rapport à ce qui était anticipé en février. Elle tient surtout à la flambée des prix des matières premières (or et platinoïdes), qui gonfle les recettes de l'impôt sur les sociétés. Cette manne intervient alors même que la prévision de croissance est révisée à la baisse, à 1,2 % en 2026 contre 1,6 % en février, et que l'allègement de la taxe sur les carburants décidé au deuxième trimestre a amputé les recettes de 31 Md ZAR.

Le gouvernement a choisi d'allouer l'essentiel de cette hausse de recettes inattendues vers des dépenses additionnelles, plutôt que vers la réduction du déficit. Les dépenses hors intérêts augmentent de 46 Md ZAR en 2026/27 : 20 Md ZAR pour les projets d'infrastructures, 10 Md ZAR pour renforcer la réserve pour imprévus, (enveloppe non affectée destinée aux dépenses imprévues) et plusieurs enveloppes ponctuelles. S'y ajoute un nouvel allègement de la taxe sur les carburants de 10 Md ZAR, qui sera en place du 4 novembre au 5 janvier (-3 ZAR/litre sur le diesel et -1,50 ZAR sur l'essence en novembre, puis -1,50 ZAR et -1 ZAR en décembre).

Les annonces les plus favorables concernent le marché de la dette. Le Trésor réduit de 700 M ZAR ses émissions obligataires hebdomadaires (-600 M ZAR pour les obligations à taux fixe, ramenées à 1,95 Md ZAR, et -100 M ZAR pour les obligations indexées sur l'inflation) et prévoit un programme de rachat d'obligations de 40 à 50 Md ZAR d'ici la fin de l'exercice 2026/2027, appelé à se poursuivre. Une offre de titres plus faible soutenant les prix des obligations, les rendements souverains ont reculé à la suite des annonces. Le Trésor poursuit par ailleurs la diversification de ses modes de financements, avec des obligations d'infrastructures émises chaque trimestre et 16 Md ZAR de sukuks (obligations conformes à la finance islamique) prévus sur deux ans.

Les risques à moyen terme restent importants. Les charges du service de la dette représentent environ 5,4 % du PIB, soit près d'un cinquième des recettes du budget principal. Les garanties accordées aux entreprises publiques atteignent 961 Md ZAR, principalement sur Eskom et Transnet ; le passif du fonds d'indemnisation des accidents de la route est estimé à 381 Md ZAR ; une extension de l'allocation sociale de détresse (Social Relief of Distress, SRD), imposée par un jugement de la High Court dont le gouvernement a fait appel, pourrait doubler son coût, à 74 Md ZAR par an ; et les finances des municipalités se dégradent.

Sommaire :

Afrique australe

- Le Malawi et la Zambie figurent parmi les huit pays signataires d'accords sur le secteur minier avec la Banque mondiale
- Richemont et Signet pourraient rejoindre le consortium favori pour racheter De Beers

Afrique du Sud

- L'Afrique du Sud souhaite limiter l'importation de véhicules préassemblés
- L'entreprise publique de logistique de transport Transnet conclut un accord avec l'américain Wabtec
- L'Afrique du Sud veut renouer avec l'enrichissement nucléaire

Botswana

- La Bourse du Botswana mobilisée pour l'introduction en Bourse de Dangote Refinery

Malawi

- Le déficit commercial continue de se creuser

Namibie

- La France, premier marché d'exportation de la Namibie en août
- Les perspectives du secteur minier se dégradent avec la crise du diamant

Zambie

- Les ventes de cuivre à la Chine partiellement réglées en renminbis à partir de 2027

Afrique australe

Le Malawi et la Zambie figurent parmi les huit pays signataires d'accords sur le secteur minier avec la Banque mondiale

Le 16 octobre 2026, la Banque mondiale a conclu, lors de ses Assemblées annuelles, ses premiers accords stratégiques (*Compacts*) avec des États pour soutenir la réforme et le développement de leur secteur minier. Ces accords concernent huit pays, dont quatre africains : l'Argentine, la Bolivie, l'Égypte, l'Inde, le Kazakhstan, le Malawi, la Mauritanie et la Zambie. Entre les exercices 2026 et 2030, la Banque mondiale prévoit de quintupler son soutien au secteur des métaux et minerais critiques afin d'atteindre 19 Md USD d'investissements publics et privés.

La Zambie est le deuxième producteur africain de cuivre en valeur et en volume après la République démocratique du Congo (RDC) (respectivement 0,82 Mt et 7,6 Md USD d'exportations et 3,1 Mt et 20 Md USD d'exportations en 2024). L'accord conclu avec la Banque mondiale vise à faire croître d'ici 2029 la transformation locale du cuivre, notamment pour la production de fils et câbles et d'équipements électriques à destination des marchés de la sous-région. En effet, les producteurs locaux n'utiliseraient que 30 à 50 % de leurs capacités en raison d'un déficit de financement, de difficultés d'approvisionnement en électricité, mais aussi d'un approvisionnement insuffisant en cuivre à prix compétitif.

Le Malawi, dont le secteur minier représente moins de 1 % du produit intérieur brut (PIB), fait néanmoins état de projets avancés dans le graphite, le rutile, les terres rares et le niobium. L'accord conclu avec la Banque mondiale prévoit de développer simultanément l'exploitation, le transport et la transformation des métaux et minerais. Par exemple, un projet de l'ordre de 70 M USD doit renforcer l'accès aux données géologiques, la gestion

des permis et les capacités de négociation de l'État avec le secteur privé. De plus, les autorités doivent préciser d'ici 2027 les exigences de traitement des minerais avant exportation, avec l'objectif de porter la part locale des achats de biens et services miniers de moins de 5 % actuellement à 15 % en 2030.

Si la première phase des *Compacts* cible un nombre limité de pays pilotes, plusieurs autres pays d'Afrique australe comme le Botswana, la Namibie, l'Angola ou l'Afrique du Sud pourraient conclure de tels accords dans un second temps.

Richemont et Signet pourraient rejoindre le consortium favori pour racheter la participation d'Anglo American dans De Beers

Richemont, maison mère de Cartier, Van Cleef & Arpels et Piaget, et le distributeur américain Signet Jewelers seraient en discussions avancées pour rejoindre le Global Diamond Consortium (GDC), désigné acquéreur privilégié de la participation d'Anglo American dans De Beers. L'arrivée éventuelle de ces deux acteurs offrirait au GDC une intégration plus forte en aval de la chaîne de valeur (taille, fabrication, vente au détail) et aiderait De Beers à mieux défendre la demande de diamants naturels face aux pierres de laboratoire, nettement moins chères, qui ont conquis une part croissante des ventes et pesé sur les prix. Aucune participation n'a toutefois été confirmée publiquement par Richemont, présidé par le Sud-Africain Johann Rupert, ni par Signet, aucune décision finale n'étant acquise à ce stade.

Anglo American s'apprête à céder sa participation de 85 % dans De Beers au GDC, mené par Gareth Penny, ancien directeur général du diamantaire, pour environ 1 Md USD, avec une finalisation visée au quatrième trimestre 2026. Cette cession, annoncée en mai 2024 dans le cadre de la restructuration du portefeuille du groupe minier, intervient à une valorisation très inférieure aux niveaux

passés de De Beers, sous l'effet de la faiblesse prolongée des prix du diamant brut, de la pression des diamants de laboratoire et de l'incertitude persistante sur la reprise de la demande. Le solde de 15 % du capital appartient au Botswana via le partenariat historique de Debswana.

Le consortium réunit déjà les gouvernements de la Namibie et de l'Angola ainsi que plusieurs diamantaires et fabricants privés. Les négociations en cours portent sur une montée de la participation du Botswana de 15 % à environ 25 % du capital, qui passerait notamment par le transfert d'une partie des titres détenus par Anglo American. Cette évolution permettrait au Botswana de renforcer son influence sur un actif stratégique, alors que le pays demeure le premier contributeur à la production de De Beers et dépend fortement des recettes diamantifères (62,3 % des recettes d'exportation en 2026). Le montage envisagé maintiendrait toutefois la part cumulée des trois États en dessous de 50 %, le contrôle opérationnel et stratégique demeurant aux mains des investisseurs privés ; les participations précises de la Namibie et de l'Angola n'ont pas été rendues publiques.

La transaction se déroule dans un contexte opérationnel difficile. Au troisième trimestre 2026, la production de De Beers a reculé de 11 % sur un an, de 7,6 à 6,8 millions de carats, dont une chute de 20 % au Botswana (de 6,03 à 4,8 millions de carats) liée aux opérations de maintenance de la mine d'Orapa ; en Afrique du Sud, la mine de Venetia est à l'arrêt depuis juillet pour deux ans. Le groupe a néanmoins relevé son objectif annuel à 25-28 millions de carats, grâce à la prise de contrôle de la mine canadienne de Gahcho Kué ce mois-ci, dont la part supplémentaire de production sera comptabilisée au quatrième trimestre, période où la production botswanaise devrait reculer (maintenance de la mine de Jwaneng). Le prix moyen de vente du groupe a, pour sa part, chuté de 37 % depuis le début de l'année, à 97 USD par carat.

Afrique du Sud

L'Afrique du Sud souhaite limiter l'importation de véhicules préassemblés

Dans le cadre de la *South African Auto Week* à Durban, le ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Concurrence Parks Tau a annoncé la suppression progressive du soutien aux installations d'opérations d'assemblage semi-démonté (*Semi-Knocked Down, SKD*). À l'exception des véhicules utilitaires moyens et lourds, les nouvelles installations de ce type ne bénéficieront plus d'aucun soutien public. Les entreprises qui opèrent déjà sous ce régime disposeront d'un délai pour s'adapter, amortir leurs investissements actuels et faire évoluer leur modèle économique. L'objectif est de favoriser le passage du SKD, limité au montage final de véhicules largement préassemblés, vers le CKD (*Completely Knocked Down*). Plus exigeant en investissement, le CKD implique davantage d'activités locales (soudure, peinture et intégration) et favorise ainsi l'emploi qualifié, l'approvisionnement local et le développement de sous-traitants.

Si aucun calendrier détaillé n'a été communiqué, cette annonce s'inscrit dans le cadre de la révision de la phase 2 de l'*Automotive Production and Development Programme* (APDP2), menée avec les constructeurs, les équipementiers et les syndicats afin d'orienter les incitations publiques vers la production nationale. Elle rejoint les objectifs du *South African Automotive Masterplan 2035* (SAAM 2035), qui vise à porter le contenu local des véhicules assemblés en Afrique du Sud de 38,1 % en 2025 à 60 % en 2035, à doubler l'emploi dans la chaîne de valeur automobile et à porter la part du pays à 1 % de la production mondiale (contre 0,62 % en 2025). Le secteur automobile représentait en 2025 environ 5,2 % du produit intérieur brut (PIB) sud-africain et 15,6 % des exportations du pays.

Cette dynamique est également renforcée par la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), dont les règles d'origine automobiles, adoptées en février 2026, conditionnent l'accès aux préférences tarifaires sur le marché continental à un contenu d'origine africaine d'au moins 40 %, soit un plafond de 60 % d'intrants importés hors du continent. Les constructeurs, y compris chinois et indiens, ont déjà commencé à localiser des sous-traitants en Afrique pour répondre à cette exigence.

L'entreprise publique de logistique de transport Transnet conclut un accord avec l'américain Wabtec

Le 15 octobre, Transnet Engineering, filiale fabrication et maintenance de Transnet, et l'américain Wabtec ont signé un accord de soutien matériel et technique à long terme (*Materials and Technical Support Agreement, MTSA*), d'environ 6,6 Md ZAR (360 M EUR). Ce contrat cible l'optimisation de la flotte de locomotives diesel-électriques de fret lourd existantes (classes 43D et 44D), évitant ainsi l'achat de nouvelles machines. Dans ce cadre, les actions prévues sont :

- (i) La fourniture de pièces détachées, d'un accompagnement technique et l'installation d'une plateforme numérique de maintenance prédictive pour anticiper les pannes ;
- (ii) Le transfert de compétences et de savoir-faire au profit des équipes locales ;
- (iii) La production sur place de certains composants afin de renforcer les capacités industrielles sud-africaines.

Pour rappel, Transnet vise un volume de fret ferroviaire de 250 Mt par an d'ici 2030, contre 152 Mt en 2023/2024 et 226 Mt en 2017/2018. Ce recul s'explique principalement par le sous-investissement dans l'entretien des équipements, le manque de pièces de rechange, la dégradation du réseau liée au vandalisme ainsi que des lacunes de gouvernance.

L'Afrique du Sud veut renouer avec l'enrichissement nucléaire

La société américaine Quantum Leap Energy, filiale d'ASP Isotopes, et Necsa (*South African Nuclear Energy Corporation*), la société publique sud-africaine du nucléaire, ont signé le 15 octobre un accord-cadre contraignant prévoyant le développement d'une installation d'enrichissement d'uranium sur le site de Pelindaba, près de Pretoria. Ce site abrite déjà le principal centre de recherche nucléaire de Necsa et le réacteur de recherche SAFARI-1. Le projet se concrétisera via une coentreprise, détenue à environ 80 % par Quantum Leap Energy et 20 % par Necsa, chargée de développer, financer, construire et exploiter la future usine.

Celle-ci produira du HALEU (*High-Assay Low-Enriched Uranium*), un uranium enrichi entre 5 % et 20 % — soit davantage que le combustible des réacteurs commerciaux actuels (3,5 % à 5 %) — utilisé par certains réacteurs avancés. Quantum Leap Energy dispose déjà d'un accord d'*offtake* avec TerraPower, l'entreprise de réacteurs nucléaires de pointe fondée et présidée par Bill Gates, à laquelle elle s'est engagée à livrer jusqu'à 150 tonnes de HALEU sur dix ans, entre 2028 et 2037.

Bien que le calendrier précis du chantier dépende de la finalisation a priori imminente du contrat d'ingénierie et de construction (*Engineering, Procurement and Construction, EPC*), le compte à rebours est lancé : l'installation devra être opérationnelle d'ici 2028 pour honorer le contrat d'approvisionnement majeur signé avec TerraPower. Pour rappel, Quantum Leap Energy a déjà obtenu son feu vert réglementaire du ministère de l'Énergie en juillet dernier pour manipuler ces composants nucléaires.

Le projet pourrait marquer le retour de l'Afrique du Sud dans une activité abandonnée depuis la fermeture du Z-Plant, en 1995, qui alimentait notamment la centrale de Koeberg. Il s'inscrit dans les

ambitions de souveraineté énergétique du gouvernement : dans le cadre de l'*Integrated Resource Plan* (IRP 2025), le ministre de l'Électricité et de l'Énergie a annoncé en octobre 2025 un plan d'industrialisation nucléaire visant à développer localement toute la chaîne de valeur du combustible, afin de réduire la dépendance aux importations et d'accompagner le déploiement prévu de 5 200 MW de capacité nucléaire d'ici 2039 — voire 10 000 MW à terme.

Botswana

La Bourse du Botswana mobilisée pour l'introduction en Bourse de Dangote Petroleum Refinery

Dangote Petroleum Refinery prévoit de lever jusqu'à 500 M USD auprès d'investisseurs régionaux via des certificats de dépôt botswanais (*Botswana Depositary Receipts*, BDR), adossés à ses actions. La Bourse du Botswana (*Botswana Stock Exchange*, BSE) a été retenue dans le cadre d'une initiative du Comité des bourses de la Communauté de développement de l'Afrique australe (*Committee of SADC Stock Exchanges*, CoSSE), qui réunit 14 places boursières d'Afrique australe et vise à faciliter les investissements transfrontaliers. La cotation à Gaborone doit centraliser la négociation de ces instruments et faciliter l'accès des investisseurs régionaux à l'offre. Les raisons précises du choix de la BSE plutôt que de la Bourse de Johannesburg (*Johannesburg Stock Exchange*, JSE), première place boursière du continent, n'ont pas été détaillées publiquement.

L'offre principale, lancée le 14 septembre sur la Bourse du Nigeria et prolongée jusqu'au 27 octobre, porte sur 4,1 milliards d'actions nouvelles à 525 NGN l'unité, pour une levée initiale d'environ 1,6 Md USD, susceptible d'atteindre 2,1 Md USD. Selon l'entreprise, elle a attiré des souscriptions de plus de 90 pays, dont 51 africains.

Pour le Botswana, l'opération pourrait élargir les possibilités de placement des investisseurs institutionnels, notamment des fonds de pension, et renforcer la visibilité de la BSE. Elle constitue également un test pour l'intégration des marchés de capitaux africains et la mobilisation de l'épargne régionale au-delà des frontières nationales. Les investisseurs restent toutefois exposés à l'évolution des marges de raffinage et aux fluctuations du naira.

Malawi

Le déficit commercial continue de se creuser

Le déficit commercial du Malawi a atteint 789 M USD au premier trimestre 2026, en hausse de 18,5 % sur un an, selon l'Office national de la statistique. Cette dégradation s'explique notamment par le recul de 9,1 % des exportations, à 172 M USD. Elle reflète les faiblesses structurelles du modèle exportateur malawite, marqué par la prédominance du tabac et les progrès insuffisants de la diversification et de la transformation locale, malgré la deuxième stratégie nationale d'exportation (*National Export Strategy II*). Ce déséquilibre extérieur accentue les tensions sur les réserves de change et contribue aux pénuries de devises, qui entravent les importations et l'activité économique. La situation pourrait se détériorer davantage en 2026-2027 sous l'effet du renchérissement du pétrole importé, du recul de l'aide extérieure et d'une éventuelle sécheresse affectant les récoltes de maïs et de tabac (super El Niño). Un nouveau programme avec le Fonds monétaire international (FMI), au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC), en cours de négociation, pourrait contribuer à rétablir les équilibres extérieurs et à réduire la vulnérabilité du pays aux chocs.

Namibie

La France, premier marché d'exportation de la Namibie en août

Selon la *Namibia Statistics Agency*, les exportations namibiennes ont atteint 12,7 Md NAD (environ 662 M EUR) en août 2026, en hausse de 18,8 % sur un mois et de 65,3 % sur un an. Cette progression a ramené le déficit commercial à 3,9 Md NAD (203 M EUR), contre 5,9 Md NAD (307 M EUR) en juillet.

La France est devenue, sur le mois, la première destination des exportations namibiennes, notamment grâce aux livraisons d'uranium, qui ont représenté 26,5 % des exportations totales du pays (principalement à destination de la France donc mais aussi de la Chine). Ce classement mensuel reste toutefois soumis au caractère irrégulier des expéditions minières : en 2025, la France n'était que le cinquième marché d'exportation de la Namibie, avec 5,8 % du total, derrière l'Afrique du Sud, la Chine, le Botswana et l'Espagne. L'Afrique du Sud demeure par ailleurs le premier fournisseur du pays.

Ces chiffres illustrent le poids de l'uranium dans les échanges extérieurs namibiens et le rôle du pays dans la diversification des approvisionnements de l'industrie nucléaire française. Cette dynamique contraste avec les difficultés d'autres secteurs exportateurs, notamment le diamant, confronté à une baisse des cours, et la filière bovine, affectée par la suspension des importations de viande namibienne par l'Union européenne à la suite d'une épidémie de fièvre aphteuse.

Les perspectives du secteur minier se dégradent avec la crise du diamant

Selon la *Chambre des mines de Namibie*, le secteur minier devrait se contracter de 6,2 % en 2026, contre 2,2 % anticipé précédemment. En août, l'indice de production minière a reculé de 4 % sur un mois, pénalisé par la baisse de 12 % de la production de diamants, malgré la

progression de l'uranium (+8 %), du zinc (+27 %) et de l'or (+4 %). La Banque de Namibie prévoit que la production de diamants diminuera de 11,7 % en 2026 puis de 12,3 % en 2027 (après un recul de 19,4 % en 2025).

Cette tendance s'explique par la faiblesse de la demande mondiale de diamants naturels, la concurrence des pierres synthétiques et les droits de douane américains. Les difficultés du secteur diamantaire pèsent sur l'activité et les recettes publiques, alors que les minerais représentent environ 72 % des exportations domestiques. La Chambre des mines anticipe des perspectives favorables à moyen terme, grâce aux cours de l'or et de l'uranium et à l'entrée en production de nouveaux projets, notamment d'uranium et d'or.

Zambie

Les ventes de cuivre à la Chine partiellement réglées en renminbis à partir de 2027

Le gouverneur de la Banque de Zambie, Denny Kalyalya, a annoncé qu'à partir de 2027, une partie des achats chinois de cuivre zambien serait réglée en renminbis, en commençant par les compagnies minières chinoises qui acquittent déjà leurs impôts dans cette devise. Cette évolution vise à réduire les coûts de conversion et l'exposition des transactions à la volatilité du kwacha. Lusaka cherche également à contracter de nouveaux emprunts chinois libellés en renminbis, afin de faire coïncider la devise de sa dette avec celle d'une partie de ses recettes d'exportation, et négocie un accord de *swap* de devises avec Pékin.

Cette initiative s'inscrit dans une tendance régionale à l'utilisation du renminbi dans les échanges commerciaux. Le Kenya a notamment converti une partie de sa dette envers la Chine en renminbis, une opération qui devrait lui permettre d'économiser environ 215 M USD par an sur

son service de la dette ; l'Éthiopie a également engagé une démarche similaire.

Les chiffres du FMI – WEO octobre 2026

Pays	Croissance du PIB réel (%)			Prix (%)	Finances publiques (% PIB)		Extérieur (% PIB)
	2025	2026	2027	Inflation 2026	Solde budgétaire 2026	Dette publique 2026	Solde courant 2026
Zambie	3,8	5,6	4,9	8,0	-5,4	82,1	2,3
Zimbabwe	8,3	5,0	3,5	4,0	2,0	33,5	5,3
Angola	3,1	4,4	3,3	10,6	-4,7	51,5	2,8
Botswana	-0,7	4,4	2,2	7,2	-6,9	40,3	-1,0
Eswatini	4,9	3,7	3,4	2,9	-6,0	52,5	1,8
Malawi	2,5	2,6	2,3	21,9	-8,6	78,0	-12,2
Namibie	1,7	2,0	2,7	4,1	-5,8	67,5	-16,9
Lesotho	1,5	1,1	0,8	n.d.	1,4	47,5	-2,5
Afrique du Sud	1,1	1,0	1,3	4,4	-4,4	78,0	-0,7
Mozambique	-0,2	1,0	2,0	n.d.	-3,3	91,0	-41,0

Source : FMI, World Economic Outlook (octobre 2026)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques,
 Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo
jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr